La crise de la main d'œuvre italienne à Nice dans les années vingt et trente

Romain H. Rainero

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/2893>

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2007

Pagination : 259-274

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Romain H. Rainero, « La crise de la main d'œuvre italienne à Nice dans les années vingt et trente », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 74 | 2007, mis en ligne le 13 novembre 2007, consulté le 07 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/2893>

Ce document a été généré automatiquement le 7 septembre 2020.

© Tous droits réservés

La crise de la main d'œuvre italienne à Nice dans les années vingt et trente

Romain H. Rainero

- 1 Dans la longue histoire de la présence de travailleurs italiens dans les Alpes Maritimes, les crises ont été plutôt rares car l'arrivée de cette masse de « *pauvres* » à la recherche d'un travail avait été, depuis les temps les plus reculés, considérée comme bénéfique pour mieux asseoir un bien être économique général dans une région qui avait besoin d'un apport de main d'œuvre docile et à bas prix. D'un côté il y avait de la part de la société française une demande de bras et, de l'autre, l'offre des Italiens semblait combler les manques en ce qui concerne les emplois de bas niveaux, c'est-à-dire les travaux fatigants et peu rémunérateurs. Un certain équilibre pouvait donc s'établir.
- 2 Ces observations peuvent être considérées comme exactes, sauf dans certains cas que l'on pourra qualifier d'extrêmes : les grèves dans le monde ouvrier français et les crises économiques que subit la région. Dans ces deux cas, nous devons constater une rupture de cette harmonie car les travailleurs français réagissent envers la main d'œuvre étrangère, -et pour les Alpes-Maritimes, surtout la main d'œuvre italienne-, avec une animosité extrême, dans le but défendre leurs positions contre ces étrangers derniers venus, disposés à travailler à n'importe quelles conditions.
- 3 Les rivalités entre les travailleurs des deux pays ont toujours existé, car les Italiens en quête d'un travail optaient pour n'importe quel emploi et étaient prêts à accepter les plus basses rémunérations. Cette attitude ne pouvait que susciter les oppositions des travailleurs locaux qui dénonçaient une concurrence « sauvage ». Ces derniers avaient donc deux motifs de conflit avec les Italiens, leur acceptation d'une rétribution au rabais, et leur présence dans tous les secteurs professionnels, alors même que cette situation convenait parfaitement aux patrons français qui les employaient sans problème et réalisaient ainsi de meilleurs bénéfices. Cette situation était permanente, mais dans les moments de crise de l'emploi ou de grève, cette concurrence des Italiens devenait explosive.

- 4 Parmi les activités objet de heurts entre les travailleurs français et les travailleurs italiens, ce sont surtout celles liées au tourisme et à l'hôtellerie qui ont donné lieu à des affrontements qui ont marqué, dans les années vingt et trente, les séries de crises de l'économie de la Côte d'Azur et provoqué des troubles parmi les travailleurs de ce secteur. Evidemment il s'agissait d'une vraie guerre entre pauvres mais son acuité n'en fut pas moins sérieuse. Dès que la crise a commencé à sévir dans le secteur du tourisme, les travailleurs français ont réclamé un traitement de faveur pour leurs emplois en sacrifiant les « autres », c'est-à-dire les étrangers, et en premier lieu les Italiens, concurrents dans ces postes.
- 5 Le département des Alpes Maritimes avait, à partir des années vingt, une activité économique fondée pour l'essentiel sur les activités touristiques au sein desquelles la présence des étrangers était importante. Il est intéressant de mesurer l'importance de la population italienne dans le département et la proportion de ces Italiens employés dans les industries du tourisme.

Les Italiens dans les Alpes-Maritimes (1921-1936)

Années	1921	1926	1931	1936
Population totale des A-M	357.749	435.253	493.376	513.714
Population étrangère	99.650	149.295	145.080	113.645
dont Italiens	75.649	104.419	99.600	83.275

- 6 Le nombre d'Italiens n'avait cessé de croître depuis le début du siècle : en 1901 la population française des Alpes-Maritimes était de 225 448 individus et la population italienne de 54.868 ce qui représentait un pourcentage de 41,08%. Ce pourcentage ne cessa d'augmenter. Les Italiens participaient de manière croissante à la principale activité économique du département, le tourisme, et le marché local de l'emploi qui était lié à l'industrie hôtelière enregistrait une présence importante d'Italiens. On peut considérer que dans les années trente, cette industrie recrute plus d'un quart de son personnel parmi les étrangers et parmi ceux-ci, les Italiens étaient les plus importants. L'appréciation des travailleurs italiens était générale auprès des patrons français qui approuvaient ce qu'un périodique local des milieux patronaux soulignait :
- « La France ne pourra jamais trouver à l'étranger une main-d'œuvre aussi souple, aussi docile, aussi sobre, aussi laborieuse que la main-d'œuvre italienne »¹.
- 7 Ce jugement positif remonte à bien des années auparavant. Dès 1884, un rapport officiel de la Chambre des Députés présentait les qualités des Italiens dans tous les métiers ; dans ce document les louanges ne manquaient guère :
- « L'ouvrier italien...est plus souple, plus malléable... »². Et, plus tard les analyses sont élogieuses : « Ils sont très dociles et c'est peut-être là leur principal mérite...Les Italiens ont en général gardé un profond respect de l'autorité...Sobres, dociles, religieux, prolifiques...Ils avaient toutes les qualités »³.
- 8 Dans le cas de l'industrie hôtelière en France, la présence majoritaire des Italiens était aussi le résultat d'une situation particulière. Pour plusieurs raisons les travailleurs français, au début du siècle, n'étaient guère attirés par cette industrie à laquelle on

reprochait surtout son caractère saisonnier, et les étrangers en quête de travail à tout prix répondaient facilement aux offres d'emploi, même si elles ne couvraient qu'une période de quelques mois. Dans un premier temps, la présence des Italiens dans l'activité touristique de Nice et de la Côte d'Azur ne trouble donc guère le monde ouvrier français. Mais avec l'allongement de la période touristique, l'emploi devient de moins en moins saisonnier, et, tandis que d'autres secteurs économiques commencent à stagner, les ouvriers français se tournent vers les emplois du tourisme et surtout de l'hôtellerie pour revendiquer une priorité qu'ils qualifient immédiatement de « *priorité nationale* ». Dès lors la rupture de l'ancien équilibre est inévitable lorsqu'une crise s'annonce dans le secteur.

- 9 Les milieux politiques de la région s'emparent assez vite de cette crise qui se couple à un certain racisme anti-italien présent dans la société française. Le problème de la crise ouvrière dans les années Trente ne touche évidemment pas seulement les Alpes Maritimes et les ouvriers italiens, il se situe à un niveau national. Ses échos dans la presse soulignent l'importance des réactions d'intransigeance, voire de racisme et même de xénophobie mais avec toutefois des absences intéressantes. Ainsi, sur le plan de la caricature politique, Ralph Schor a bien noté que la présence de dessins faisant écho aux problèmes liés à la présence des immigrés, a été, dans les journaux français de la période, extrêmement modeste.
- 10 En effet, si pour les autres arguments qui ont trait au racisme, ou même à la xénophobie, la production est large, pour les questions ouvrières liées à la main d'œuvre étrangère et à son déferlement dans le monde du travail, les dessins sont très peu nombreux. L'explication que cet auteur en donne nous paraît valable car il précise : « *Le grand patronat, qui possédait des intérêts importants dans la presse conservatrice de grande diffusion, souhaitait disposer d'une main d'œuvre abondante et peu chère* » et il faisait alors pression sur les journaux afin qu'ils ne donnent pas trop d'importance à la crise du travail. « *Même en période de chômage, les employeurs minimisaient les difficultés et réclamaient l'introduction des travailleurs immigrés en France...* ». Ces observations se vérifient pour l'ensemble de la France, mais le cas pourrait très bien s'inspirer de la région de Nice qui voit monter la vague des revendications ouvrières en relation avec la crise économique générale.
- 11 Mais voyons d'abord l'importance en pourcentage de cette présence italienne dans les emplois du tourisme. Selon les données statistiques dont nous disposons, le poids de la présence étrangère dans les professions touristiques était élevé, car dans ce secteur les propriétaires français s'étaient depuis toujours adressés aux Suisses et aux Italiens qui comblaient aisément le vide que l'élément français présentait à cet égard¹.
- 12 Sur la Côte d'Azur, 40% des employés d'hôtel sont étrangers à Nice et à Cannes et 56% à Menton. Contre cette présence importante qui gênait les revendications des travailleurs français syndiqués, les prises de position et les polémiques s'amplifièrent à partir de la crise de 1921. Le mot d'ordre était « *L'hôtel français aux Français !* » et ces doléances étaient largement reprises par la presse locale et nationale qui parlait ouvertement d'envahisseurs et de menaces pour la sûreté du pays. On évoquait les pouvoirs publics pour enrayer de tels risques. Les partis politiques adoptaient toutefois une attitude prudente et évitaient souvent de s'engager directement dans cette bataille qui risquait de compromettre les bons rapports désormais établis entre la France et l'Italie.

- 13 En effet, au début du siècle, les relations politiques entre la France et l'Italie étaient cordiales et, à propos des travailleurs italiens en France, un *Traité d'immigration, d'assurance, de prévoyance et de travail*, qui évoquait la Convention franco-italienne du 15 juin 1910 sur la protection des travailleurs italiens en France, avait été signé le 30 octobre 1919 (N. B. le texte le date du 30 septembre 1919 !). Ce dernier, fut toutefois ratifié beaucoup plus tard à Paris, le 17 mai 1921. Donc, en dépit de ce retard, les droits des travailleurs italiens en France étaient bien établis car les textes des accords étaient sans équivoque. Après la ratification de cet accord, les deux Etats avaient conclu un vrai « *Traité de travail* » qui était signé le 29 mai 1921, traité qui donnait à la main d'œuvre italienne en France des droits incontestables d'établissement et de travail. Ce traité reprenait intégralement les 26 articles du traité de 1910 et lui donnait la valeur d'un accord dont la teneur engageait les deux gouvernements à agir en concertation sur toutes les questions relatives aux travailleurs, à leur statut et à leur liberté de travail.
- 14 Sur le plan juridique les articles 19 et 20 sont d'une très grande importance. Le premier affirmait en effet :
- « Les ressortissants de chacune des deux parties contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre, de l'égalité de traitement avec les ressortissants du pays pour tout ce qui concerne l'application des lois réglementant les conditions du travail et assurant l'hygiène et la sécurité des travailleurs. Cette égalité de traitement s'étendra aussi à toutes les dispositions qui pourront être promulguées à l'avenir en cette matière dans les deux pays ».
- 15 La tutelle des travailleurs italiens apparaissait ainsi complète, mais là ne s'arrêtait pas le traité : il était aussi fait état dans l'article 20 de la création d'une structure de contrôle que la Convention de 1910 avait déjà annoncée. Il s'agissait d'une innovation importante : la création d'un Comité franco-italien qui avait pour charge de surveiller l'application des dispositions des accords bilatéraux. La composition de ce Comité était évoquée :
- « Sa composition sera fixée dorénavant de la manière suivante :
- 1°- le préfet ou le sous-préfet ou un conseiller de préfecture ;
 - 2°- le maire de la commune ou l'un de ses adjoints ;
 - 3°- l'inspecteur du travail ou l'un de ses adjoints ;
 - 4°- le consul ou son délégué ;
 - 5 - le président d'une société de l'autre nationalité, de secours mutuels, d'instruction ou d'assistance et, à défaut, d'un ressortissant de l'autre pays résidant dans la région ;
 - 6°- un représentant des syndicats patronaux et un des syndicats ouvriers de la région ;
 - 7°- un ouvrier des deux nationalités ».
- 16 La présence d'une telle structure, d'aspect innovateur, avait été prévue pour éviter des tractations sans fin lors des conflits de travail entre les travailleurs des deux communautés, et dans l'esprit des compétences du Comité, les interventions de médiation étaient prévues ; en outre l'article 4 établissait une coopération nécessaire entre les deux Etats qui pouvaient, par voie diplomatique, harmoniser le flux des immigrants selon les conditions du marché du travail afin d'éviter tout conflit. Le traité du travail eut, peu après sa ratification parlementaire, un début d'application dans les Alpes Maritimes, y compris la création du Comité visé par l'article 20. Un décret en date du 16 décembre 1922, du Ministre français du Travail, créa en effet le « *Comité de Patronat des ouvriers italiens dans le Département des Alpes Maritimes* »¹. Les fonctionnaires

officiels étaient confirmés dans leur participation et, en outre cinq membres visés par l'article 20 étaient nommés :

- Camillo Fortunato Milon, citoyen italien, ingénieur, vice président de la "*Società italiana di beneficenza di Nizza*"¹⁷ ;
 - Louis Laugier, président du Syndicat des entrepreneurs des travaux publics de Nice ;
 - Morel, secrétaire de la Bourse du Travail de Nice ;
 - Victor Layole, ouvrier charpentier, ancien conseiller du Conseil des Prudhommes de Nice ;
 - Enrico Angelo Venturi, citoyen italien, ouvrier mécanicien, membre de la "*Società di Mutuo Soccorso tra operai italiani a Nizza*".
- 17 Avec une référence juridique aussi importante qu'un traité régulièrement ratifié et avec la décision dans des délais assez brefs de la création du Comité selon les décisions du traité, on pouvait imaginer que la situation des travailleurs italiens en France et leurs rapports avec les travailleurs français serait réglée. En réalité, tel ne fut pas le cas. De ce Comité et de ses activités, l'histoire n'a gardé aucune trace et les conflits de travail, qui débutèrent quelques mois plus tard entre les deux communautés de travailleurs, ne purent trouver dans cette institution aucun recours valable. Les crises se déroulèrent presque en dépit du traité du travail et sans aucune intervention du Comité. Et les deux parties s'engagèrent dans les voies classiques de la lutte de classes, dans une vraie « *guerre des pauvres* ».
- 18 La rivalité entre les employés français et les travailleurs italiens s'exprima dans plusieurs secteurs économiques, mais la crise du tourisme qui se manifesta dans les Alpes Maritimes suite à la grande crise économique mondiale de 1921, fut essentiellement l'occasion de ces affrontements. La crise économique fut précédée par des signes avant coureurs de tension économique et sociale qui virent, au cœur de la mêlée, des travailleurs italiens.
- 19 Ce fut d'abord la grève des ouvriers du gaz qui débuta le 21 février 1921 et qui entraîna des manifestations au sein desquelles les Italiens étaient les plus nombreux. Dans cette industrie qui comptait 505 ouvriers et employés, les grévistes étaient 370 dont une majorité d'Italiens. Et la délégation qui exposa à Paris les revendications au Ministère du Travail comptait quatre membres dont trois Italiens naturalisés et le quatrième, un Italien en instance de naturalisation. La lutte syndicale confirmait la présence de grévistes italiens mais souvent ceux-ci furent l'objet de vives polémiques de la part des chômeurs français. Quant aux autorités, elles ne manquèrent pas d'en souligner les risques, et souvent le chantage de l'expulsion pesa sur les grévistes, non français d'origine, italiens même si naturalisés français, ou italiens qui avaient conservés leur nationalité, qui étaient tous accusés d'activités anti-patriotiques.
- 20 La crise de l'industrie du gaz se conclut le 20 mars, mais elle constitua le premier conflit dans lequel les rivalités se faisaient jour entre les travailleurs français et italiens. L'industrie hôtelière fut ensuite le principal domaine des crises successives. La présence d'Italiens dans cette industrie était importante et le problème pour les travailleurs français consistait dans la revendication d'une priorité à l'embauche, et cette revendication s'accroissait avec la crise. En effet, après une reprise pleine de promesses, lors de la saison d'hiver 1919, le tourisme sur la Riviera entra en crise. La satisfaction fut de courte durée et rapidement le flux des touristes se tarit. Et l'anonyme chroniqueur niçois qui se réjouissait que « *si la saison a été bonne, la saison actuelle (hiver 1920), à Nice, est excellente et notre industrie hôtelière en profite naturellement*

dans une large mesure...»²¹ dut constater que la crise était désormais évidente avec ses répercussions sur le tourisme et sur l'économie générale des Alpes Maritimes.

- 21 Les difficultés hôtelières engendrèrent des polémiques qu'un journal de droite « *L'Essor Niçois* » alimenta, en rappelant que si il y avait excès de travailleurs, c'était l'étranger, voire l'Italien, qui devait céder sa place aux chômeurs français. C'est ce qu'il appela la « *francisation des hôtels* »²². Dans cet article la requête était simple et concernait la priorité que les lois devaient reconnaître aux travailleurs français en limitant, surtout dans l'industrie hôtelière, l'accès au travail des étrangers, c'est-à-dire des Italiens :

« De trop nombreux étrangers y prennent la place des Français qu'on laisse à la porte attendre un emploi. Parmi les Français délaissés de l'hôtellerie, il y a surtout les anciens combattants ».

- 22 L'appel aux autorités politiques visait à décréter une priorité absolue aux Français. En effet la crise économique mondiale ne manquait pas d'avoir des répercussions importantes sur le tourisme de la Côte d'Azur où bon nombre de grands hôtels fermèrent ou licencièrent nombre d'employés. Eliane Pastorelli a comptabilisé les fermetures des hôtels durant cette période : une véritable hécatombe avec douze établissements disparus et onze pour la période d'après 1936²³. Ainsi certains établissements dont la renommée n'étaient plus à faire furent contraints de fermer leurs portes, et ce signe des temps ne pouvait que provoquer d'importants remous parmi les employés licenciés ou en passe de l'être.

- 23 Dans plusieurs rapports de police la situation sociale était évoquée avec une mention spéciale concernant les revendications polémiques de la part des employés français contre la concurrence des étrangers immigrés. Un commissaire d'Antibes en signalait la présence en soulignant :

« la crise du chômage qui commence à se faire sentir dans la région préoccupe vivement l'opinion publique qui redoute une aggravation de la situation. Les mesures prises en vue d'interdire l'accès de notre territoire aux ouvriers étrangers sont favorablement accueillies, mais jugées insuffisantes pour donner entière satisfaction à la main d'œuvre nationale. Dans certaines corporations, notamment parmi le personnel salarié de l'industrie hôtelière, où domine l'élément étranger, on estime qu'il conviendrait de ramener au taux d'avant-guerre le pourcentage de main d'œuvre étrangère ».

- 24 Et les protestations des syndicats français mettaient en évidence la nécessité de mesures de réactions contre les étrangers :

« La section d'Antibes de la Fédération Nationale des Employés d'Hôtels français a mené, au cours des mois écoulés, une active campagne de propagande contre l'envahissement de cette corporation par la main d'œuvre étrangère... »²⁴.

- 25 Face à ces revendications, dans un premier temps, les autorités politiques françaises étaient sur des positions attentistes et même plutôt favorables à l'élargissement aux étrangers des bénéfices des lois françaises sur le secours aux chômeurs. En mars 1921, le Ministère du Travail envoya une circulaire aux Préfets dans laquelle il notait qu'un courant se manifeste dans certains départements en vue de l'exclusion des ouvriers étrangers du bénéfice des secours accordés par les Fonds publics (la Caisse Municipale de secours) en faveur des chômeurs. Le Ministère n'était pas favorable à ces exclusions lorsque des accords spécifiques avaient été conclus avec les Etats intéressés. Et tel était le cas de l'Italie. Mais la crise sévissant, les réactions des travailleurs français ne tardèrent point à orienter les autorités vers une politique de restriction.

- 26 En effet, si dans un premier temps, les positions nuancées donnèrent un certain répit aux crises, la persistance des difficultés dans les industries liées au tourisme ne tarda pas à faire réapparaître les tensions sociales parmi les travailleurs français. Les protestations des travailleurs français qui prônaient le rapatriement des chômeurs italiens pour résoudre le problème aboutirent à une prise de position officielle, avec un premier décret des Ministères des Affaires Etrangères, du Travail, des Finances et de l'Agriculture, en vue du « *Recrutement et introduction des travailleurs étrangers* ». Ce décret du 20 avril 1932 complétait, additionné d'un « *Cahier des charges* », la loi du 19 juillet 1928 portant le même titre, et donnait des directives plus restrictives à la venue en France des travailleurs étrangers.
- 27 Peu après le décret, une loi devait sanctionner les positions du gouvernement sur la question ; la « *loi protégeant la main d'œuvre nationale* » du 12 août 1932 donnait des directives en vue de limiter la proportion des étrangers dans certaines branches d'activités et l'article 2 précisait que « *des décrets pourront fixer la proportion des travailleurs étrangers...par profession, par industrie, par commerce ou par catégorie professionnelle, pour l'ensemble du territoire ou pour une région* ». Il s'agissait d'une loi qui fut complétée par un autre décret du 19 octobre 1932 ayant pour titre « *Protection de la main d'œuvre nationale* » du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale. Il y était établi que pour certaines professions, pour une région et pour une période déterminée, les dérogations aux proportions visées par la loi du 2 août 1932 pouvaient être décidées en faveur des travailleurs français (art. 14).
- 28 Par le biais de cette loi, les restrictions à l'emploi étaient entérinées et, pour les Alpes Maritimes, trois décrets du Ministère du Travail, confirmèrent des limitations à l'emploi des Italiens dans les trois activités sensibles : l'industrie hôtelière, les salons de coiffure et l'industrie du bâtiment. Il s'agissait, dans l'ordre, du décret du 20 mars 1933, du décret du 25 novembre 1934 et du décret du 31 janvier 1935. Pour les salons de coiffure la proportion était fixée à 20% pour les travailleurs étrangers ; pour l'industrie hôtelière le pourcentage était de 10% ; quant à l'industrie du bâtiment, les pourcentages faisaient l'objet d'une longue annexe qui fixait dans le temps et dans les diverses activités des pourcentages divers.
- 29 En effet dans ce dernier décret du Ministère du Travail sur la limitation de l'emploi de la main d'œuvre étrangère dans l'industrie du bâtiment et des travaux publics d'un certain nombre de départements du 31 janvier 1935, il était confirmé officiellement la préférence accordée aux travailleurs français. Les aspects liés aux conditions d'emploi des travailleurs étrangers étaient énoncés à propos « *d'un certain nombre de départements* » et parmi ceux-ci les Alpes Maritimes figurent en premier lieu. Le tableau qui indiquait la proportion des travailleurs étrangers qui pouvaient être employés dans les entreprises du bâtiment et des travaux publics situés dans les Alpes-Maritimes nous apparaît très éloquent. En annexe au décret un tableau fixait une proportion qui, dans les différents métiers, nous montre le désir des autorités françaises de vouloir limiter la présence étrangère dans ce département de frontière.
- 30 Pour ce qui est des objectifs de ce décret, nous pouvons en envisager trois : le premier était de soustraire l'économie de cette région, si proche de l'Italie, à un éventuel chantage politique du gouvernement italien ; le deuxième consistait à freiner les revendications sociales suscitées par les travailleurs français ; enfin le troisième voulait favoriser les demandes de naturalisation des Italiens pour obtenir la nationalité française qui était le seul moyen de se soustraire aux impositions du décret et

conserver ainsi leur emploi. Sans vouloir résumer les indications qui figuraient en annexe au décret du 31 janvier 1935, il est intéressant d'en rappeler les principales dispositions et surtout leur esprit. En effet le décret confirmait la tendance des entrepreneurs français à conserver une certaine libéralité dans l'emploi des étrangers dans les sections inférieures des différentes activités : les emplois fatigants et mal rémunérés étaient réservés aux non français.

- 31 La chronologie d'application des dispositions du décret était assez stricte, car un an ne peut pas être considéré comme valable pour un réajustement de la totalité des emplois visés par le décret. Donc, il s'agit d'un discours politique qui avait en outre l'avantage de calmer les tensions qui s'étaient manifestées parmi les travailleurs français du département et aussi d'orienter vers la naturalisation bon nombre d'Italiens qui jusque là conservaient encore leur nationalité d'origine, sans être pour autant des nationalistes outranciers. Mais le risque de naturalisations dominées par les nécessités de travail était évident et ce furent les opposants politiques des syndicats et des partis de gauche qui le soulignèrent dans les années cruciales de 1935 et de 1936.³¹
- 32 Seules les autorités religieuses de la catholicité niçoise se mobilisèrent pour témoigner une certaine générosité envers les travailleurs italiens, surtout envers ceux qui étaient touchés par la mise à pied et le chômage. L'intervention de l'Evêque de Nice, Monseigneur Rémond dans une lettre pastorale le 21 décembre 1931, au cœur de la crise sociale, illustre la position du monde catholique³². Il y était, en effet, affirmé :
« nous ne devons pas oublier les sentiments de fraternité chrétienne qui nous unissent aux populations des pays étrangers et s'il est au milieu de nous des malheureux de nationalité différente, dont la misère soit aussi grande que celle de nos concitoyens, il faut nous ingénier pour jouer auprès d'eux le rôle de bon Samaritain ».
- 33 Ce texte toutefois était précédé par une affirmation de priorité en faveur des travailleurs français, ce qui rejoignait d'une certaine manière les thèses de ces derniers :
« Il est légitime tout d'abord que nous réservions aux enfants du pays, aux fils de la famille, à ceux qui sont de chez nous, les premiers secours, les emplois disponibles et le travail qui se présente. Je comprends donc et j'approuve les sages mesures prises à cet effet par les pouvoirs publics... ».
- 34 Les « *sentiments de fraternité* » envers les « *autres* » venaient en dernier recours. Pour ces derniers, il était même envisagé une autre solution : le texte évoquait en effet l'éventualité du rapatriement de ces pauvres, sauf dans le cas où des conditions politiques adverses le déconseillaient. Il s'agissait d'un texte généreux mais en partie seulement, qui émanait de l'autorité religieuse de Nice, produit dans une période antérieure aux décrets sur les contingentements des professions mais qui les approuvait d'ores et déjà. Dans la période de la grande crise entre les travailleurs français et italiens, la référence était la même, mais les effets de cette pastorale resteront modestes.
- 35 Quant aux conclusions générales que l'on peut tirer de l'étude de ces tensions sociales, il faut noter que l'élément politique semble en être absent. Le gouvernement fasciste italien ne s'intéresse pas à ces démêlés qui souvent sont le résultat de situations économiques difficiles très réelles et n'ont rien à voir avec le problème de la présence des antifascistes « *fuoriusciti* » en rupture avec les quelques Italiens de Nice, fascistes notoires. La preuve peut se lire dans les diatribes et dans les polémiques des journaux, soit du côté fasciste, comme « *Il Pensiero Latino* », né le 8 septembre 1926 et interdit en

janvier 1927, soit du côté des opposants démocratiques qui, avec l'antifasciste notoire Luigi Campolonghi, s'exprimaient dans « *La page italienne* » du journal « *La France de Nice et du Sud Est* » qui dura très peu. Ces journaux ne s'occupèrent presque jamais des questions syndicales.

- 36 Dans un cadre plus général, on peut s'interroger sur les éventuelles répercussions des épisodes des grèves des travailleurs italiens sur les relations officielles entre la France et l'Italie. En fait, il y eut une totale absence de réactions diplomatiques et consulaires de la part des autorités italiennes. Les documents des Archives du Ministère italien des Affaires Étrangères le confirment, car nous n'y trouvons aucune trace d'un intérêt quelconque de l'Italie officielle envers ces actions des travailleurs italiens des Alpes Maritimes. Seuls quelques documents évoquent les questions des travailleurs italiens à Nice et dans le Midi de la France, mais ils semblent ne pas faire état d'une intervention quelconque en faveur de la tutelle des travailleurs³⁶.
- 37 Sur un plan politique plus général, une explication s'impose car ce silence officiel est contraire à l'intérêt et aux attentions habituels que les autorités consulaires italiennes de Nice portaient à tout ce qui touchait de près ou de loin aux ressortissants italiens. Mais en ce qui concerne le problème des grèves, le silence de ces autorités a une cause évidente : les autorités fascistes de Nice et de Rome refusaient de prendre en considération « *ces Italiens* » qui militaient dans les rangs des communistes et des socialistes et qui le plus souvent se présentaient comme « *fuoriusciti* » et donc anti-fascistes.

ANNEXES

Annexe I Traités, Lois et décrets sur les travailleurs italiens dans les Alpes Maritimes

Les références officielles à la situation des travailleurs italiens dans les Alpes Maritimes ne sont que très peu connues; il semble donc bon d'en rappeler brièvement les éléments essentiels contenus dans le « Journal Officiel ».

- Traité de travail entre l'Italie et la France du 25 mai 1921 (J. O. du 29 mai 1921, p. 6.294-6).
- Décret du Ministère du Travail du 16 décembre 1922 sur le Comité de conciliation et d'arbitrage pour les Alpes Maritimes (J. O. du 20 déc. 1922, p. 1212).
- Décret sur le Recrutement et introduction des travailleurs étrangers du 20 avril 1932 (J. O. du 22 avril 1932, p. 4.341).
- Loi protégeant la main d'œuvre nationale du 10 août 1932 (J. O. du 12 août 1932, p. 8.818).
- Décret du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale, sur la Protection de la main d'œuvre nationale du 19 octobre 1932 (J. O. du 22 octobre 1932, p. 11.310-1).
- Décret du Ministère du Travail sur les Travailleurs étrangers pouvant être employés dans l'industrie hôtelière du département des Alpes Maritimes du 20 mars 1933 (J. O. du 22 mars 1933, p. 2.891).

- Décret du Ministère du Travail sur l'Emploi de la main d'œuvre étrangère dans les salons de coiffure du département des Alpes Maritimes du 25 novembre 1934 (J. O. du 5 décembre 1934, p. 11.931).
- Décret du Ministère du Travail sur la Limitation de l'emploi de la main d'œuvre étrangère dans l'industrie du bâtiment et des travaux publics d'un certain nombre de départements du 31 janvier 1935 (J. O. du 9 février 1935, p. 1.721-2). (Le tableau est publié dans l'Annexe II)

Annexe II Tableau annexe du décret du 31 janvier 1935

Entreprises et professions (*)	Proportion maximum de travailleurs étrangers	
	dès l'application du décret	un an après
Terrassement : chef de chantier, puisatier, poseurs de rails	35%	30%
Maçonnerie : maçon, scieur de pierre tendre, briqueteur cimentier	30% 30%	25% 25%
Serrurerie et construction métallique : serrurier manœuvre chef d'équipe	15% 10% 15%	10% 5% 10%
Charpentes en bois : charpentier	10%	8%
Menuiserie : menuisier parqueteur	15% 15%	10% 10%
Fumisterie : fumiste fumiste industriel	40% 40%	30% 30%
Chauffage : monteur	30%	25%
Peinture : peintre en bâtiment ravalement vitrier	15% 15% 15%	10% 10% 10%
Miroiterie : premier ouvrier	15%	10%

Pavage :		
paveur	30%	25%
asphalte	30%	25%
bitume	30%	25%
béton	30%	25%
Marbrerie :		
ouvrier	30%	25%
Mosaïque :		
mosaïste	30%	25%
mosaïste de chantier	30%	25%
manœuvre	30%	25%
graniteur	30%	25%
Couverture :		
plombier	10%	5%
gardien	5%	5%
Fontaine :		
fontainier	10%	5%
Démolition :		
chef	30%	25%
Carton pierre :		
architecturier	20%	15%
Stuc :		
stucateur	20%	15%
Electricité :		
monteur	10%	5%
Diverses :		
vitraux	15%	10%
gardien de chantier	5%	5%
Techniciens :		
ingénieur	5%	5%

NOTES

1. - *L'économiste du Littoral*, 25 septembre 1919.
2. - Chambre des Députés, Rapport Spuller, 1884, *Rapport sur la situation des ouvriers de l'agriculture et de l'industrie en France*.
3. - H.Peyret, *L'immigration de la main d'œuvre italienne*, Bordeaux, 1928, p. 107.

4. - R. Schor, « Racisme et xénophobie à travers la caricature française (1919-1939) », in *Revue européenne des migrations internationales*, 1, 1988, p. 141.
 5. - *Journal Officiel*, 20 décembre 1922, p. 1212.
 6. - Il s'agit de la « *Société de bienfaisance italienne* » fondée en 1886 sous la présidence du conte Garin di Cocconato.
 7. - Cette Société fut fondée le 22 janvier 1902 sur initiative de nobles liés à la Maison de Savoie.
 8. - *L'économie du Littoral*, 17 février 1921. Voir aussi Ralph Schor, « Les employés d'hôtel français et les travailleurs étrangers sur la Cote d'Azur. 1919-1939 », in *Religion et Société*, n° 9, 1981, p. 7-9. et Paul Caramagna, « La situation de la population italienne à Nice en 1921 », in *Recherches Régionales*, n° 3, 1975, p. 1- 26.
 9. - *L'Essor niçois*, 27 octobre 1921,
 10. - Eliane Pastorelli, *Le tourisme à Nice de 1919 à 1936*, DES, 1964, p. 173.
 11. - Ces deux rapports du 5 février 1931 et du 5 juillet 1932 sont aux Archives Nationales, F7 13 030.
 12. - Parmi les journaux engagés dans cette dénonciation voir : *Le Cri des Travailleurs*, 27 janvier et 24 février 1935 ; *Alerte*, 15 août et 5 septembre 1936.
 13. - *Semaine religieuse*, 27 décembre 1931 (« L'Eglise et les Italiens », Lettre de Mons. Rémond). Le texte dans son intégralité est reporté in Ralph Schor, *Nice et les Alpes Maritimes de 1914 à 1945*, Nice, CRDP, 1980, p. 155-8.
 14. - Archivio MAE, Affari Politici – Francia, Pos. 83, busta n. 25 (1936), fasc. 7, *Impiego della manodopera straniera nelle Alpi Maritime*.
-

RÉSUMÉS

Présente depuis de longues années à Nice, la main d'œuvre immigrée italienne ne posait pas de problèmes particuliers. Mais dans les années 1920-1930, les problèmes économiques liés à la crise entraînent du chômage et les travailleurs français s'insurgent contre cette présence d'étrangers qui occupent les postes de travail essentiellement dans l'industrie hôtelière. Les réactions des ouvriers français se font de plus en plus violentes et vont jusqu'à la xénophobie.

Present for a long time at Nice, italian immigrant's labour did not set particular problems. But during 1920-1930 years, economical problems acquainted with the crisis involved unemployment and the french workers offered a vigorous resistance against this strangers's presence who occupied labour's positions essentially in the hotel trade industry. French workers's reactions were more and more violent and very near xenophobia.

INDEX

Mots-clés : xénophobie, immigration italienne, industrie hôtelière, crise économique

Index chronologique : XXe siècle

AUTEUR

ROMAIN H. RAINERO

Université de Milan